

SECRETARY-GENERAL'S PEACEBUILDING FUND
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET



United Nations
Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET PBF

Longueur : Max. 12 pages (plus page de couverture et annexes)

Pays :MALI			
TITRE DU PROJET : Appui aux Autorités Intérimaires de Taoudénit et Ménaka (AAITM)			
NUMERO Projet / MPTF Gateway : 00105537			
Modalité de financement PBF:		Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):	
<input checked="" type="checkbox"/> IRF	<input type="checkbox"/>	Fonds fiduciaire pays	
<input type="checkbox"/> PRF	<input type="checkbox"/>	Fonds fiduciaire régional	
		Nom du fonds fiduciaire:	
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): PNUD			
Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): Division des Affaires Civiles de la MINUSMA Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT)			
Date estimative de début du projet ¹ : Mai 2018			
Durée du projet en mois : ² 12 MOIS			
Zones géographiques de mise en œuvre du projet : Taoudeni et Ménaka			
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:			
<input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre			
<input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse			
<input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)			
<input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional			
Budget total du projet PBF* (par agence récipiendaire) :			
PNUD: \$ 1 000 022			
Total PBF : 1000 022			
<i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>			
Toute autre source de financement existant pour le projet (montant et source) :			
Budget total du projet :			
PBF 1ère tranche:	PBF 2ème tranche*:	PBF 3ème tranche*:	__ tranche
PNUD: \$ 1 000 022	N/A	N/A	N/A

¹ Note: actual commencement date will be the date of first funds transfer.

² Maximum project duration for IRF projects is 18 months, for PRF projects – 36 months.

Deux-trois phrases avec une brève description du projet et une explication succincte de la façon dont le projet est rapide, catalytique et tolérant au risque / innovant: Le projet vise le renforcement des capacités des autorités intérimaires et agents des Collectivités Territoriales et appuyer la fourniture des services sociaux de base au profit des communautés dans les régions de Taoudénit et Ménaka

Résumez le processus de consultation dans le pays et le processus d'endossement préalable à la soumission à PBSO, y compris à travers la revue / consultation du Comité de pilotage PBF s'il existe. Aux termes de l'annexe I de l'Accord pour la paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, il est prévu la mise en place, le cas échéant et au plus trois mois après la signature de l'Accord, des autorités chargées de l'administration des communes, cercles et régions du nord du Mali durant la période intérimaire. Pour opérationnaliser cette disposition, la Loi n°2016-013 du 10 mai et le Décret n°2016-0332/P-RM du 18 mai 2016 fixant les modalités de mise en place des Autorités intérimaires ont été adoptés. La désignation des membres, leurs compétences et modalités de fonctionnement sont fixées de manière consensuelle par les parties prenantes. Pour palier le retard dans la mise en œuvre de l'Accord, le Fonds de Consolidation de la paix à travers le PNUD a été touché pour appuyer les collèges transitoires de Taoudéni et Ménaka.

Marqueur genre du projet³ : 1

Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloués aux activités qui ont un lieu direct avec l'égalité entre les sexes / renforcement des capacités des femmes :

Marqueur risque du projet⁴ : 1

Sélectionnez le domaine d'intervention prioritaire (« focus area ») de PBF qui résume le mieux le sujet du projet (choisissez seulement un domaine⁵) : 1

Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue:

Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue:

Type de soumission :	S'il s'agit d'une révision de projet, sélectionnez tous les changements qui s'appliquent et fournissez une justification brève en bas:
Nouveau projet <input type="checkbox"/>	Extension de la durée : <input checked="" type="checkbox"/> Durée additionnelle du projet en mois : 6
Révision de projet <input checked="" type="checkbox"/>	Nouvelle date de fin du projet : 8 novembre 2018
	Changement de résultat / sujet : <input type="checkbox"/>
	Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation

³ **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes)

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

⁴ 0 = risque faible pour l'attente des résultats

1 = risque moyen pour l'attente des résultats

2 = risque élevé pour l'attente des résultats

⁵ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;

(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

de plus de 15% par catégorie de budget :

Budget PBF additionnel : Budget additionnel par agence récipiendaire:
N/A

Justification courte pour la révision:

L'extension de la durée permettra la finalisation des activités en cours ou restant à exécuter. Plusieurs facteurs externes ont contribué au retard dans la mise en œuvre du projet dont entre autres :

- Lenteur accusée par le gouvernement dans la mise en place des autorités intérimaires ;
- Rejets des listes initiales des membres proposés par l'Etat ;
- Retard dans la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale ;
- Changements dans l'agenda politique et les retards des travaux des mécanismes de paix prévus par l'Accord pour la paix
- Recrudescence des violences en avril 2017 avec l'occupation des chek-Points ;
- Les difficultés d'accès aux localités de Taoudénit pour effectuer les études nécessaires à la réalisation des infrastructures ;
- L'émergence des nouveaux groupes armés à base ethnique non signataires, contestant les dispositions en place, et contribuant ainsi à détériorer d'avantage la sécurité ;
- La fréquence élevée des conflits dans la zone entre la CMA et la Plateforme.

Par ailleurs, cette extension est justifiée pour permettre :

- La poursuite des activités de consolidation de la paix avec l'implication des chefs de villages et fractions,
- La réalisation des infrastructures de la paix (mise en place des infrastructures sociales de base en fonction des compétences immédiatement transférées) pour que les populations sentent les dividendes de la paix,
- La réalisation des études préliminaires portant sur les infrastructures
- Assurer un encadrement et une assistance technique lors de la livraison des infrastructures aux populations gouvernées par les autorités intérimaires. Cet accompagnement garantira un usage efficient par les populations et constituera un exercice de planification pour les membres des autorités intérimaires,
- Le renforcement des capacités et l'accompagnement des membres des autorités intérimaires pour l'instauration de la cohésion sociale et la consolidation de la paix d'abord entre les membres et les bénéficiaires.

Les mesures suivantes ont été prises pour accélérer le processus de réalisation des infrastructures:

- Implication des ingénieurs en génie civil du PNUD pour l'assurance qualité des rapports études;
- L'implication directe du senior management auprès des autorités pour avancer;
- Les sites d'implantation des infrastructures sont déjà identifiés.

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RÉCIPiendaIRE⁶</p> <p><i>Name of Representative:</i> <u>Aboubacar Koulibaly</u></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Name of Agency:</i> <u>UNDP</u></p> <p><i>Date et tampon:</i> <u>04.06.2018</u></p> 	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p><i>Nom:</i> <u>Alhassane Ag Hamed Moussa</u></p> <p><i>Titre:</i> <u>Ministre des Collectivités Territoriales</u></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et tampon:</i> <u>05 Juin 2018</u></p> 
<p>Coordinateur Resident</p> <p><i>Nom:</i> <u>Mbaranga Gasarabye</u></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date & tampon:</i> <u>30/05/2018</u></p> 	<p>Peacebuilding Support Office (PBSO)</p> <p><i>Name of Representative:</i> <u>Marc-Andre Franche</u></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Directeur, Fonds pour la Consolidation de la Paix, PBSO</i></p> <p><i>Date & Seal</i> <u>May 29th 2018</u></p>

⁶ Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence récipiendaire du projet.